

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 413^e
SÉANCE



Mardi 19 novembre 1963,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 32 de l'ordre du jour:

Rapport du Commissaire général de l'Office
de secours et de travaux des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine dans le
Proche-Orient (suite) 215

Président: M. Mihail HASEGANU (Roumanie).

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Commissaire général de l'Office de
secours et de travaux des Nations Unies pour
les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
(A/5513, A/SPC/89, A/SPC/90, A/SPC/91, A/SPC/
L.98, A/SPC/L.99, A/SPC/L.100) [suite]

1. Le PRÉSIDENT invite M. Ahmed Shukairy, porte-
parole du groupe mentionné dans le document A/SPC/
89, à continuer l'exposé commencé à la 412^{ème} séance
précédente.

2. M. SHUKAIRY souligne la gravité de l'accusation
portée par Mme Golda Meir, à la 410^{ème} séance, à
savoir que sept armées arabes étaient entrées en
Palestine le 14 mai 1948 dans le dessein de faire
échec à la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale
et de supprimer l'existence même d'Israël. Si tel
avait été le cas, il aurait été normal que le Conseil
de sécurité se prononçât sur l'affaire. Or, d'une
part, les armées arabes ne sont entrées en Palestine
que six mois après l'adoption de cette résolution;
d'autre part, bien qu'il eût été informé de l'action
des armées arabes, le Conseil de sécurité n'avait
adopté aucune résolution condamnant les Etats arabes
de ce chef. Le silence du Conseil de sécurité dans
cette affaire avait la valeur d'un appui donné à
l'action des armées arabes et d'une reconnaissance
de leur droit à l'entreprendre.

3. En revanche, le Conseil de sécurité a adopté
une série de résolutions qui condamnaient non pas
les Etats arabes ou leurs armées, mais Israël. Israël
a été condamné par le Conseil de sécurité, le
24 novembre 1953^{1/}, pour le massacre, sans provo-
cation, du village de Qibya en Jordanie; le 29 mars
1955^{2/}, pour une attaque illégale contre les 350 000
réfugiés de la bande de Gaza et, le 19 janvier 1956^{3/},
pour une attaque exécutée de nuit, également sans
provocation, contre des camps militaires syriens.
Depuis, il y a eu encore deux condamnations ana-
logues, dont la plus récente visait la part prise par

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, huitième année, Sup-
plément d'octobre, novembre et décembre 1953, document S/3139/Rev.2.

^{2/} Ibid., dixième année, Supplément de janvier, février et mars 1955,
document S/3378.

^{3/} Ibid., onzième année, Supplément de janvier, février et mars 1956,
document S/3538.

Page

Israël dans l'agression tripartite contre l'Egypte.
Aucun autre Etat Membre de l'Organisation n'a été
condamné par le Conseil de sécurité cinq fois de
suite en quatre ans. Et pourtant, Israël parle de paix,
de négociations et de son passé sans tache. Comme
l'a dit le représentant du Libéria, celui qui vient
en justice doit avoir les mains propres.

4. Mme Meir a cité le journal *The New York Times*
à l'appui de sa déclaration selon laquelle la Ligue
des Etats arabes aurait publié son programme visant
à l'occupation de la Palestine par les armées de ses
membres. Outre que la presse des Etats-Unis a fait
le silence total sur cette question, on peut se reporter
à des sources plus autorisées et très claires: les
comptes rendus du Conseil de sécurité et d'autres
documents officiels des Nations Unies. Ainsi, une
communication du Secrétaire général de la Ligue
des Etats arabes, en date du 15 mai 1948^{4/}, déclarait
que, comme le Royaume-Uni, puissance mandataire,
avait annoncé qu'à l'expiration du Mandat il ne serait
plus responsable du maintien de l'ordre public en
Palestine, ce qui laisserait la Palestine sans aucune
autorité administrative, et comme les troubles récents
constituaient une menace grave contre la paix et la
sécurité à l'intérieur des territoires des Etats arabes
eux-mêmes, les gouvernements arabes se voyaient
obligés d'intervenir, à seule fin de rétablir la paix
et la sécurité et d'établir l'ordre en Palestine. Le
Conseil de sécurité a examiné cette communication,
mais il n'y a donné aucune suite. Cela signifie que
les armées arabes sont entrées en Palestine de façon
légitime, dans le seul dessein de rétablir l'ordre
et de combler le vide créé par le retrait du Royaume-
Uni. Si les Arabes n'étaient pas intervenus, les Lieux
saints auraient été détruits par les Israéliens qui
menaient depuis sept ans une campagne de terreur
et de destruction contre la population sans défense
de la Terre sainte.

5. En 1940, pendant la guerre contre les nazis,
M. Ben Gourion s'était opposé au Livre blanc que
le Gouvernement britannique avait publié en 1939^{5/}
et qui excluait la création d'un Etat juif en Palestine,
et il avait, en fait, déclaré la guerre. Dans un
communiqué officiel du 10 octobre 1944, le com-
mandant en chef britannique au Moyen-Orient cons-
atait que les terroristes juifs et leurs partisans
entravaient directement l'effort de guerre de la
Grande-Bretagne et prêtaient aide à l'ennemi, aux
nazis. En 1946, une commission d'enquête anglo-
américaine^{6/} se rendait en Palestine et énumérait un
certain nombre d'actes de terrorisme et de destruc-
tion commis dans ce pays par les forces juives, de
1940 à 1946. Ainsi donc, dès avant la naissance du

^{4/} Ibid., troisième année, Supplément de mai 1948, document S/745.

^{5/} Palestine: Statement of Policy, Londres, H.M. Stationery Office,
1939 (Cmd. 6019).

^{6/} The Anglo-American Report on Palestine (S. Doc. No. 182), Washing-
ton, United States Government Printing Office, 1946.

prétendu Etat d'Israël, de nombreux attentats avaient été commis. Dans un mémoire adressé à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, en juillet 1947, le Mandataire britannique attribuait carrément la responsabilité de la guerre de Palestine à la communauté juive de ce pays en précisant que les Juifs s'étaient arrogé le droit à la guerre et au terrorisme, leur argument étant que rien ne devait entraver l'établissement d'un Etat juif. Devant ces faits, il est ridicule de dénier aux armées arabes le droit de rétablir l'ordre dans le vide créé par la fin du Mandat.

6. La Haganah, c'est-à-dire l'armée d'Israël, avait fait connaître aux Nations Unies que les Juifs avaient la supériorité des forces et elle avait demandé à l'Organisation, au cas où elle ne pourrait pas ou ne voudrait pas imposer la solution sioniste de l'Etat juif, de ne pas intervenir, car la Haganah assurait elle-même l'application. Les Israéliens ne sont donc guère fondés à prétendre que c'est l'entrée des armées arabes en Palestine, six mois après l'adoption de la résolution 781 (II) de l'Assemblée générale, qui aurait causé la tragédie des réfugiés. Le fait est que ce sont les Israéliens qui sont les véritables auteurs de cette tragédie.

7. L'Etat juif a été établi à partir de l'hypothèse qu'il compterait 450 000 Juifs et 450 000 Arabes. Mais, pour en faire un Etat complètement juif, il fallait que les Juifs détruisent les 450 000 Arabes, et c'est ainsi que le "massacre organisé" est devenu partie intégrante de la politique d'Israël.

8. Un exemple de cette politique est le massacre perpétré à Deir Yassin, le 10 avril 1948 — deux mois après l'entrée des armées arabes en Palestine —, massacre qu'Arnold J. Toynbee a comparé aux crimes commis contre les Juifs par les nazis. Un tribunal israélien a constaté que ce massacre était le fait non pas d'extrémistes, comme le soutiennent Mme Meir et d'autres porte-parole israéliens, mais des forces armées d'Israël, et que l'opération de Deir Yassin avait été menée contre les Arabes, sur l'ordre du Ministre juif de la guerre.

9. Un autre incident qui explique pourquoi les sept armées arabes sont entrées en Palestine, le 14 mai 1948, est l'attaque lancée par l'armée israélienne contre Jaffa, qui avait été déclarée ville ouverte dans un accord signé par les deux parties.

10. M. Shukairy cite d'autres témoignages, puisés dans des documents publiés et établissant que les Arabes avaient été soumis à un régime de terreur et forcés d'abandonner leurs foyers.

11. Avant le 14 mai 1948, le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité avait déclaré^{2/}, dans un moment de sagesse, que, puisque la résolution adoptée en 1947 par l'Assemblée générale ne pouvait être mise en œuvre par des moyens pacifiques, du fait de l'effusion de sang, du terrorisme et des destructions imputables à Israël, et puisque le Conseil de sécurité n'était pas disposé à l'appliquer, le Conseil devait recommander que la Palestine fût placée temporairement sous la tutelle du Conseil de tutelle. Les forces armées d'Israël ont rejeté cette proposition de tutelle. Elles ont procédé à la création de l'Etat d'Israël sans tenir aucun compte de la proposition des Etats-Unis. C'était donc le devoir des sept armées arabes

d'entrer en Palestine pour sauver ce qu'elles pouvaient — les quelques centaines de milliers de personnes qui ont survécu ainsi. Sans l'intervention des armées arabes, tout un peuple aurait été exterminé et le pays tout entier aurait été détruit.

12. Une des déformations les plus graves que Mme Meir ait fait subir à la vérité est de dire que le paragraphe 11 du dispositif de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale ne déclarait pas que les réfugiés avaient le droit de rentrer chez eux, mais seulement qu'il pourrait leur être permis par Israël de le faire. Elle a également dit que ce paragraphe capital n'était qu'un paragraphe d'une résolution ancienne. Mais si, comme elle l'a laissé entendre, cette résolution était lettre morte, et avec elle le droit des réfugiés, on doit considérer qu'il en est de même de la résolution 181 (II) qui a établi Israël en 1947 et qu'Israël doit quitter l'Organisation des Nations Unies.

13. Si l'on voulait recourir à de telles arguties, on pourrait soutenir aussi bien que le mot "Israël" ne figure pas au paragraphe 11. Ce paragraphe dit seulement qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers et de vivre en paix avec leurs voisins. Il y est question de voisins et non pas de seigneurs et maîtres. Israël veut s'ériger en seigneur et maître des réfugiés, mais les Israéliens feraient mieux de retourner dans leurs foyers et de vivre en paix avec leurs voisins en Allemagne, en France, en Argentine et dans les autres pays où ils vivaient naguère.

14. Le droit des réfugiés au rapatriement, qui est nié par Israël, est un don de Dieu. Il ne peut être octroyé, fût-ce par l'ONU. Il peut être affirmé et reconnu, mais non pas accordé. Le peuple de Palestine n'a pas à s'entendre dire par Mme Meir qu'il doit obtenir la permission d'Israël pour rentrer chez lui. Le peuple de Palestine existait bien avant la naissance d'Israël, et la résolution des Nations Unies confirme ses droits antérieurs.

15. Lorsqu'Israël a signé le Protocole de Lausanne^{3/}, il a accepté la proposition de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine relative à des discussions sur les réfugiés, le respect de leurs droits et la sauvegarde de leurs biens, ainsi que sur des questions territoriales et autres. En signant ce protocole, on a admis les droits des réfugiés sur leurs biens et leur droit au rapatriement. Le représentant du Libéria préconise maintenant des négociations avec Israël; mais comment pourrait-il y avoir des négociations sur les droits des réfugiés, alors que ces droits ont déjà été admis par Israël? Si Israël entend aujourd'hui nier les droits des réfugiés, quel peut être l'objet des négociations? Ces droits ont déjà été admis et reconnus, ils ne sont pas plus sujets à négociation que la résolution des Nations Unies qui les reconnaît. Faire des décisions des Nations Unies un objet de négociations, ce serait tourner en dérision l'Organisation; les délégations devraient peser soigneusement une proposition qui porte atteinte à la dignité de l'ONU.

16. Mme Meir a soutenu que les biens des réfugiés constituaient 16,5 p. 100 des terres en Israël. Elle n'a fourni aucun élément à l'appui de ce chiffre; il y

^{2/} Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, Nos 36 à 51, 271ème séance.

^{3/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexe, vol. II, document A/927, annexes A et B.

a là une déformation des faits, et ceux-ci ont été rétablis par M. Ben Gourion lui-même qui a déclaré que les Arabes possédaient 94 p. 100 des terres, et les Juifs seulement 6 p. 100.

17. Mme Meir a également posé la question de la souveraineté, en demandant aux Etats Membres s'ils admettraient une immixtion dans une affaire intérieure relevant de leur compétence nationale. Ils ne l'admettraient pas, cela va de soi, pour la simple raison que ce sont des Etats qui ont rédigé eux-mêmes leur constitution. En revanche, la Constitution d'Israël et sa souveraineté même ont été établies par les Nations Unies. La Constitution d'Israël est contenue dans la résolution 181 (II) de 1947 relative au partage et c'est là, selon M. Shukairy, le seul cas où l'Organisation ait assumé des pouvoirs législatifs et exécutifs, comme si elle était un super-Etat. Ainsi donc, Israël n'a aucun pouvoir ni compétence en ce qui concerne les biens des réfugiés.

18. Mme Meir a déclaré à la Commission que les Israéliens avaient accepté la résolution 181 (II), qui énonçait ce qu'Israël pouvait faire et ce qu'il ne pouvait pas faire. Cette résolution énonçait les dispositions qui devaient protéger les Arabes vivant à l'intérieur des frontières de l'Etat juif contre toute mesure prise par Israël. Israël est lié par les termes de la section C de la résolution 181 (II), à savoir que les stipulations contenues dans la déclaration sont reconnues comme lois fondamentales de l'Etat; qu'aucune loi, aucun règlement et aucune mesure officielle ne pourront être en contradiction, en opposition avec ces stipulations ou leur faire obstacle et qu'aucune loi, aucun règlement et aucune mesure officielle ne pourront prévaloir contre elles. Par conséquent, Israël n'a pas le droit de prendre des mesures législatives ou autres à l'encontre des droits des réfugiés.

19. La Constitution et la souveraineté d'Israël sont donc limitées, et sa compétence est restreinte par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale. Toute mesure, tout texte législatif adoptés par Israël pour porter atteinte aux droits des Arabes de Palestine sont donc inconstitutionnels et constituent un excès de pouvoir. En outre, l'Assemblée générale a décidé que les dispositions des chapitres 1 et 2 de la déclaration seraient garanties par l'Organisation et qu'aucune modification ne pourrait y être apportée sans l'assentiment de l'Assemblée générale; elle a décidé en outre que tout Membre de la Commission politique spéciale aurait le droit — et c'est en fait le devoir de la Commission — d'attirer l'attention de l'Assemblée sur les violations commises en ce qui concerne les droits des Arabes de Palestine. La législation israélienne relative aux biens des réfugiés est donc nulle et non avenue, puisqu'elle viole cette résolution de l'Assemblée.

20. La souveraineté d'Israël est également niée par la Convention d'armistice générale syro-israélienne^{9/} du 20 juillet 1949, auquel Israël est partie. Selon ce texte, les dispositions de l'Accord sont dictées exclusivement par des considérations militaires et non par des considérations politiques; la législation israélienne en vertu de laquelle Israël a volé leurs biens aux réfugiés est donc un acte contraire à l'Accord d'armistice et à la Charte des Nations Unies.

21. En dehors des zones prévues dans le plan de partage, Israël n'a pas de compétence, même dans

les régions qu'il a occupées militairement. Il ne peut légiférer en ce qui concerne les zones qui ne sont pas visées dans le plan de partage. En vertu de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale et en vertu d'autres résolutions, Jérusalem devait devenir un *corpus separatum* sous un régime international effectif. Cela signifie qu'Israël n'a pas de compétence à Jérusalem. La souveraineté appartient aux Nations Unies. En conséquence, la législation israélienne à l'égard du territoire de Jérusalem est contraire aux résolutions de l'ONU et constitue un empiètement sur la souveraineté de l'Organisation. Cette législation est donc nulle et non avenue.

22. L'argument selon lequel les réfugiés arabes de Palestine auraient perdu leurs droits sur les biens qu'ils possédaient du côté israélien de la ligne d'armistice, en abandonnant leurs foyers lors des hostilités de 1948, a été repoussé par le professeur Toynbee, qui y a vu une doctrine inacceptable pour le monde civilisé. Il est cruellement vrai que les réfugiés arabes qui vivent dans des camps, de l'autre côté de la ligne d'armistice, peuvent voir les orangeries qu'ils ont plantées, mais que, s'ils vont y cueillir des oranges, on leur tire dessus. Par un fait sans précédent dans le monde civilisé, des hommes sont tués pour s'être approchés de leur bien. Selon la définition du génocide donnée dans la résolution 260 (III) de l'Assemblée générale, une telle situation exige l'adoption de mesures au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Comme le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient l'a indiqué dans son rapport (A/5513) des milliers de réfugiés risquent de mourir d'inanition. Les 7 000 Azazmeh et les 325 000 personnes qui ne peuvent prétendre à des secours risquent de mourir de faim. La Commission devrait prendre des mesures pour empêcher le génocide. Si la Commission ne peut faciliter le rapatriement immédiat des Palestiniens, elle devrait au moins empêcher la perpétration du crime de génocide.

23. On engage les réfugiés arabes de Palestine à vivre en paix, en invoquant le slogan de la coexistence pacifique, mais il ne peut y avoir de coexistence pacifique que dans la légalité; elle est impossible entre le voleur et le volé. Aux termes de la résolution 217 (III) de l'Assemblée générale, les droits de l'homme doivent être protégés par un régime de droit. Comme l'indique le préambule de la Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la guerre est rendue possible par le déni des principes démocratiques de la dignité, de l'égalité et du respect mutuel des hommes.

24. Les réfugiés arabes de Palestine ont un droit inaliénable au rapatriement. Dans la question des réfugiés et dans l'ensemble de la question de Palestine, l'ONU doit s'adresser au peuple de Palestine, principale partie intéressée. Toute résolution demandant des négociations entre Israël et les Etats arabes sera inutile. Il faut reconsidérer la question de Palestine dans son ensemble, en renonçant à la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale et à tout ce qu'elle a créé, puisque ses objectifs n'ont pas été réalisés au cours des 15 dernières années. Si l'ONU poursuit sa politique d'inaction, le peuple de Palestine adoptera une solution "à l'algérienne" pour régler ce problème colonial. Au besoin, il formera un mouvement de libération et une armée de libération.

^{9/} Documents officiels du Conseil de sécurité, quatrième année, Supplément spécial No 2.

25. M. KELFA-CAULKER (Sierra Leone) estime que la déclaration faite à la 412ème séance par le représentant du Libéria est d'une grande importance; la preuve en est que M. Shukaïry s'y est rapporté à plusieurs reprises. Il propose donc d'en faire distribuer le texte intégral.

Il en est ainsi décidé^{10/}.

26. M. KECHAIRI (Algérie), appuyé par M. RIFA'I (Jordanie), demande que le texte de la déclaration de M. Shukaïry soit distribué comme document officiel, puisqu'il a été décidé de distribuer le texte de la déclaration faite à la 412ème séance par le représentant du Libéria.

Il en est ainsi décidé^{11/}.

27. M. ASIROGLU (Turquie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'a pas les mémoires de M. Henry Morgenthau auxquels M. Shukaïry s'est référé, mais que les faits historiques réfutent les allégations qui, selon M. Shukaïry, s'y trouveraient. Après la guerre de l'indépendance turque, la Grande Assemblée nationale turque a solennellement proclamé son appui au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris les peuples qui vivaient en dehors des frontières nationales turques. A la Conférence de la paix, la délégation de la Turquie a insisté sur la reconnaissance et la mise en application de ce droit. Les allégations de M. Morgenthau ont également été réfutées par le représentant de la Syrie, qui a déclaré, à la 411ème séance, que le Gouvernement turc avait rejeté catégoriquement les propositions de M. Weizmann concernant la cession de la Palestine aux Juifs. Selon M. Shukaïry, les Jeunes Turcs auraient cherché à vendre la Palestine. Le représentant de la Turquie ne peut laisser passer sans démentir une pareille affirmation. La Turquie entretient des relations amicales avec tous les pays. Pour les peuples du Moyen-Orient, elle a toujours eu des sentiments d'amitié fondés sur les principes du droit, de la justice et du respect mutuel. Le représentant de la Turquie rejette l'allégation de M. Shukaïry, car les Turcs ne pourraient jamais sacrifier l'avenir ou le bien-être d'un peuple.

28. M. GALLIN-DOUATHE (République centrafricaine) dit que la politique de son gouvernement est dictée par son souci d'indépendance et d'impartialité. La délégation de la République centrafricaine a affirmé à maintes reprises qu'elle était sensible à la tragédie des réfugiés palestiniens et, pour essayer de trouver une solution à ce problème essentiellement humanitaire, elle s'est jointe aux auteurs du projet de résolution dont la Commission vient d'être saisie (A/SPC/L.100). Les coauteurs de ce texte espèrent que les gouvernements intéressés engageront des négociations directes pour que ce problème puisse enfin être résolu de façon raisonnable.

29. M. LANNUNG (Danemark) précise que, si sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.100, c'est parce qu'elle estime que les aspects humanitaires du problème des réfugiés doivent être la considération majeure dans la recherche d'une solution. Les souffrances des réfugiés exigent que l'ONU explore toute possibilité offrant le moindre espoir de parvenir à des résultats positifs. Il n'est

guère besoin de dire que l'idée de négociations directes entre les parties intéressées est et doit être la première qu'envisagent tous ceux qui recherchent honnêtement un moyen de résoudre le problème. La procédure recommandée dans le projet de résolution ne doit pas être considérée comme le substitut, mais comme le complément des efforts qui sont faits actuellement dans le cadre de la Commission de conciliation. La délégation danoise estime que ces efforts doivent se poursuivre, mais, à son avis, il n'y a pas de raison pour que les initiatives prises dans un sens excluent la recherche d'autres possibilités.

30. M. EOUAGNIGNON (Dahomey) dit que sa délégation appuie le projet de résolution A/SPC/L.100 et s'en est portée coauteur, parce que ce texte est conforme à la tendance aux négociations qui caractérise la dix-huitième session. Le ton a été donné par les deux puissances géantes dans les discours modérés et constructifs qu'elles ont prononcés à l'Assemblée générale. Le Ministre des affaires étrangères du Dahomey a dit de même qu'il y a très peu de différends qui ne puissent être résolus au moyen de négociations menées avec franchise et bonne foi. Le projet de résolution qui vient d'être déposé n'a pas d'autre but. La délégation dahoméenne l'appuie aussi parce qu'il est conforme à la tradition de négociation de l'Afrique et parce que l'ONU manquerait à son devoir en refusant d'examiner une résolution qui tend à rechercher la paix par des moyens pacifiques. Le projet de résolution ne vise pas à défendre les intérêts de l'une ou l'autre des parties intéressées, il ne vise qu'à amener des pourparlers entre Israël et les Arabes, afin de trouver une solution pacifique à la misérable condition des réfugiés.

31. M. DADDAH (Mauritanie), prenant la parole pour une question d'ordre, dit que sa délégation, tout en comprenant la préoccupation des coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.100, estime que le critère primordial devrait être l'efficacité. Il ne servirait à rien d'ajouter une résolution de plus à toutes celles qui existent déjà, et il ne suffit pas, pour mettre fin aux souffrances des réfugiés, de demander simplement des négociations. Un certain nombre d'orateurs ont souligné le fait que les travaux que la Commission consacre au problème depuis 14 ans n'avaient donné aucun résultat positif. Le projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Indonésie et le Pakistan (A/SPC/L.99) permettrait mieux de prendre les mesures efficaces qui s'imposent.

32. M. SIDI BABA (Maroc), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration faite par le représentant du Libéria, à la 412ème séance, l'a quelque peu surpris, car il n'y a pas retrouvé la sagesse et l'objectivité qui caractérisent les déclarations de ce pays. La délégation marocaine a toujours écouté avec sympathie le représentant du Libéria, car une partie importante du peuple libérien est formée de groupes humains qui ont été rapatriés en Afrique, leur pays d'origine, d'où ils sont été arrachés par la force. Dans ce cas particulier, le retour, qui s'est effectué sans violence ni conflit, a été conforme à la justice, alors qu'Israël est né sur les ruines d'une nation. Il n'est donc pas juste d'établir une analogie entre la création de l'Etat du Libéria et celle de l'Etat d'Israël. La seule analogie possible est celle qui existe entre les Libériens et les Palestiniens, qui ont été, les uns et les autres, arrachés à leur patrie et qui s'efforcent d'y retourner.

^{10/} Le texte intégral de la déclaration du représentant du Libéria a été ultérieurement distribué sous la cote A/SPC/92.

^{11/} Le texte intégral de la déclaration de M. Shukaïry a été ultérieurement distribué sous la cote A/SPC/93.

33. Lors de la Conférence de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique tenue à Conakry en avril 1960, le représentant du Libéria a justifié la position antérieure de son pays par une connaissance incomplète de la question de Palestine, et il a indiqué que le Libéria appuierait la résolution que la Conférence avait adoptée en faveur des réfugiés arabes de Palestine. La délégation marocaine souhaite que le représentant du Libéria se souvienne de cette résolution.

34. La délégation marocaine se réserve le droit d'exprimer ultérieurement ses vues sur le projet de résolution A/SPC/L.100, mais elle tient à signaler dès maintenant que les représentants qui ont appuyé ce texte ont insisté sur son aspect humanitaire, au lieu de mettre l'accent sur son aspect politique. L'aspect politique constitue le problème le plus urgent, puisqu'il met en cause l'existence de tout un peuple. Tout appel doit s'adresser non pas aux Etats arabes, mais aux parties intéressées, c'est-à-dire au peuple arabe de Palestine et à Israël. Le problème restera posé tant qu'une solution politique définitive n'aura pas été trouvée.

35. M. TARAZI (Syrie), exerçant son droit de réponse, dit que M. Shukairy et le représentant du Maroc viennent de traiter la plupart des points qu'il voulait exposer à propos des observations que le représentant du Libéria (412ème séance) a consacrées à la déclaration syrienne faite à la 411ème séance. Le représentant de la Syrie tient cependant à préciser que le représentant du Libéria a fait erreur en disant que le représentant de la Syrie avait, dans sa déclaration, montré du mépris pour l'intelligence des membres de la Commission: la délégation syrienne voulait simplement demander aux autres délégations de respecter ses opinions et celles de tous les Arabes. Après tous les débats qui ont eu lieu chaque année depuis plus de 15 ans, la question de Palestine demeure sans solution, pour la simple raison que les solutions proposées vont à l'encontre des vœux de toute la nation arabe. Tous les efforts en vue d'une solution se solderont inévitablement par un échec, s'ils ne tiennent pas compte de deux éléments essentiels, à savoir l'existence d'un peuple arabe de Palestine et le fait que la volonté de ce peuple a été négligée et méprisée. Si l'on a pu parler de mépris au sein de la Commission, l'objet de ce mépris aura été le vœu du peuple arabe de Palestine.

36. M. DOSUMU-JOHNSON (Liberia), exerçant son droit de réponse, signale, à propos des remarques faites par le représentant du Maroc sur le peuple du Libéria, que les citoyens du Libéria moderne n'ont pas été amenés des Etats-Unis, mais sont nés au Libéria et n'ont pas d'autre patrie. Le représentant du Libéria n'a pas de conflit avec le représentant de la Syrie; la seule différence entre le point de vue de la Syrie et celui du Libéria à propos des réfugiés, c'est que le représentant de la Syrie semble penser que la question devrait peut-être rester telle qu'elle est pour le moment, et être résolue par la force dans l'avenir, alors que le Libéria juge indispensable de lui trouver une solution pacifique.

37. M. SIDI BABA (Maroc), exerçant son droit de réponse, dit qu'en parlant du peuple du Libéria il a pris bien soin de faire une distinction entre ceux qui n'ont jamais quitté le Libéria et ceux qui l'ont quitté pour y revenir plus tard.

38. M. DAVIS (Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) tient à faire une brève déclaration, maintenant que la discussion générale sur la question des réfugiés est sur le point d'être close. On s'est référé à maintes reprises à ce qu'il avait dit, soit dans son rapport, soit dans l'exposé qu'il a fait au début de la discussion générale (398ème séance). D'aucuns se sont demandé s'il avait agi correctement en exprimant son opinion sur la situation et sur les sentiments des réfugiés ainsi que sur certaines questions fondamentales connexes. Le Commissaire général estime qu'étant donné l'ensemble de la discussion chaque représentant peut interpréter le contenu du rapport comme il l'entend. Quant à son exposé oral, M. Davis voudrait dire simplement qu'à son avis le Commissaire général de l'Office était en droit de présenter ses vues.

39. Pour terminer, M. Davis remercie la Commission, en son nom et au nom de l'Office, de l'intérêt qu'elle a manifesté pour les travaux de l'Office et de l'appui qu'elle lui a prêté pendant la période durant laquelle il a exercé les fonctions de Commissaire général.

La séance est levée à 17 h 50.